



Politique / Un cahier « flamand » du centre Jean Gol

Le message du MR au nord du pays

LA FLANDRE est prospère, mais elle a ses faiblesses, selon les réformateurs. Elle a tout à gagner d'un sursaut au Sud.

Les revendications flamandes ne menacent-elles pas la Belgique ? Le MR, à travers son centre d'études Jean Gol, consacre un de ses « cahiers » à la question. Un constat : la Flandre est prospère, mais elle a ses faiblesses. Suit une réflexion martelée en guise de message au Nord : une réforme de l'Etat n'est pas indispensable si le centre de gravité bascule au Sud. Un leitmotiv pour la campagne, comme en a témoigné notre débat Di Rupo-Reynders.

Le cahier du centre Jean Gol, dont *Le Soir* et *De Standaard* publient les conclusions, sert de base à un positionnement clair.

« La Flandre est mécontente, souligne Hervé Hasquin, coordinateur du cahier. Notamment en raison du problème des transferts. C'est une réalité incontestable, même si l'évaluation chiffrée en est contestée. » De 2 à 10 milliards d'euros selon les estima-

« L'interdépendance économique des Régions est une réalité indéniable »

Hervé Hasquin

tions... « Au regard des comparaisons internationales, ils ne sont proportionnellement pas plus élevés que dans d'autres pays qui nous entourent. » Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni : partout, des transferts.

« Nous nous attachons aussi aux atouts d'une Flandre prospère, dominatrice, voire arrogante, poursuit Hervé Hasquin. Le produit intérieur brut de la Flandre, les taux de chômage et d'emploi, les investissements... : tout en témoigne. Certains chiffres sont accablants pour la région francophone, comme la gestion de la dette publique. »

Selon le MR, en menant une politique similaire à celle de la Flandre, Communauté française et Région wallonne auraient pu dégager une économie annuelle de 830 millions d'euros. « De

quoi financer l'équivalent de trois plans Marshall. »

Mais, précise l'étude, la Flandre a ses faiblesses : vieillissement démographique, surreprésentation de l'industrie manufacturière, manque de main-d'œuvre et d'espace pour son développement. Et l'impact de Bruxelles est vital : poumon économique, gisement d'emplois. « L'interdépendance économique des Régions est une réalité indéniable », précise Hervé Hasquin.

Le MR refuse toute régionalisation de la Sécurité sociale et des leviers économiques. Refuse que l'on brise l'unité bruxelloise. « Nous ne sommes pas demandeurs d'une réforme institutionnelle, dit le président Didier Reynders. Tout en étant ouverts au dialogue. Mais tout ce que l'on nous a présenté jusqu'ici

comme nécessitant une régionalisation accrue, notamment en matière d'emploi, ne nous a pas convaincus. »

Pour le MR, l'avenir commun passe par davantage de collaborations entre régions. « Nous travaillons chacun dans notre coin, grince Reynders. C'est incroyable : quand les ministres-présidents se rencontrent, c'est comme quand je vais en Mongolie. » Une unification des institutions francophones s'impose. « Nous n'échapperons pas à ce débat après les élections. » L'idée : un gouvernement de la Communauté française composé des ministres wallons et bruxellois.

L'avenir commun ? Il passe surtout par un sursaut économique et une meilleure gouvernance au Sud. Le MR veut convaincre qu'il est le levier du renouveau. Un message pour la Flandre : « On y a le sentiment aujourd'hui qu'une formation politique domine tout. C'est lié à une mauvaise connaissance de la situation mais aussi à la façon dont le partenaire du PS lui a laissé le champ libre dans les majorités. Et il y a la diversité wal-

lonne. L'axe Bruxelles-Namur se développe fort. Il reste des noyaux durs dans le Hainaut et à Liège. Il y a une correspondance avec la carte politique. C'est pour cela que nous disons que le centre de gravité de la politique doit basculer. »

Le problème, dit Reynders, n'est plus linguistique. « Le vrai débat est économique. En Flandre, ils sont nombreux à dire qu'ils peuvent vivre avec des transferts pour autant que cela permette de rééquilibrer la situation économique. Les recettes, qui paraissent évidentes en Flandre - en matière de baisse de charge sur le travail et sur les entreprises, en matière de suivi des chômeurs... - sont encore plus indispensables en Wallonie. Mais il y a des résistances. Nous, nous mettons l'accent, comme en France, sur la nécessité de mettre fin à l'assistanat. Il faut oser revaloriser le travail. Et veiller à une meilleure gouvernance. »

C'est dit : le MR se présente à l'électeur francophone - et aux Flamands - comme « la » seule alternative aux socialistes. ■

OLIVIER MOUTON



DIDIER REYNDERS, président du MR, poursuit sa croisade pour un renversement du « centre de gravité politique » en Wallonie. En prenant la Flandre pour témoin. PHOTO ALAIN DEWEZ.